**Sur quoi les climatologues sont-ils d’accord ?**

François Gemenne

*Chercheur qualifié du FNRS à l’Université de Liège, Directeur de l’Observatoire Hugo*

*Auteur principal pour le GIEC*

Le premier rapport d’évaluation du GIEC fut publié en 1990, la même année que le premier numéro de *Sciences Humaines*. Il marque à la fois l’aboutissement d’un processus de construction d’un consensus scientifique et le début d’un processus de construction d’un consensus politique autour du changement climatique.

*Un consensus scientifique en formation*

Les premiers travaux sur le changement climatique datent des années 19XX. C’est en 1979 que fut organisée la première conférence mondiale sur le climat, qui faisait déjà apparaître un important consensus sur la réalité du changement climatique et ses causes. Six ans plus tard, en 1985, un atelier de haut-niveau rassemblait des représentants politiques et scientifiques à l’initiative du Programme des Nations Unies pour l’Environnement (PNUE) et l’Organisation Météorologique Mondiale (OMM). L’atelier concluait à la forte probabilité d’un changement climatique. Mais aussi à la nécessité de formaliser le consensus scientifique émergent.

Le PNUE et l’OMM étaient initialement pressentis pour assurer cette mission de formalisation, mais plusieurs gouvernements, à commencer par les gouvernements britannique et américain, étaient réticents à l’idée de confier cette mission à des experts de l’ONU, qu’ils jugeaient trop militants. C’est ainsi que naquit le GIEC, le Groupe intergouvernemental d’experts sur l’évolution du climat : parce que certains gouvernements avaient davantage confiance dans la neutralité des chercheurs que dans celle des experts de l’ONU. Et le GIEC fut ainsi fondé en 1988, à la demande du G7, et placé sous l’égide conjointe du PNUE et de l’OMM.

Le premier rapport du GIEC est publié en 1990, deux ans seulement après sa formation. Si ce premier rapport est publié aussi rapidement, c’est parce qu’il doit fournir la base scientifique de la négociation qui aboutira à la signature de la Convention-cadre des Nations unies sur le Changement climatique, au Sommet de la Terre de Rio en 1992. Et la plupart des rapports du GIEC accompagneront ainsi d’importantes étapes de la coopération internationale sur le climat : le deuxième rapport, publié en 1995, prépare l’adoption du Protocole de Kyoto en 1997 ; le troisième, publié en 2001 reconnaît l’importance de l’adaptation comme stratégie de lutte contre le changement climatique ; la quatrième fut publié en 2007, avant la COP15 de Copenhague, qui se solda hélas par un échec, tandis que le dernier en date, le cinquième, fut publié en 2014, un an avant l’Accord de Paris.

Ceci souligne le caractère hybride des rapports du GIEC, qui sont à la fois des documents scientifiques et politiques. Scientifiques, parce qu’ils synthétisent l’état des connaissances sur le climat à un moment donné. Mais aussi politiques, parce qu’ils doivent être approuvés par l’ensemble des gouvernements avant d’être publiés. Les gouvernements disposent d’ailleurs d’un droit de regard sur le ‘résumé à l’intention des décideurs’, c’est-à-dire la partie du rapport qui sera la plus lue et la plus commentée. Cette intervention des gouvernements dans le processus scientifique peut paraître choquante, mais c’est cela qui garantit que les rapports soient acceptés comme l’état du consensus scientifique dans la négociation. Lorsqu’ils approuvent le premier rapport du GIEC en 1990, l’ensemble des gouvernements reconnaissent officiellement la réalité du changement climatique, et la responsabilité des activités humaines dans celui-ci. A partir de 1990, plus aucun gouvernement ne peut prétendre ne pas être au courant du problème : l’argument de l’ignorance tombe. Sans ce processus d’approbation, il est vraisemblable que chaque gouvernement viendrait à la table des négociations avec ses propres experts et rapports scientifiques. Ce consensus scientifique constitue la fondation indispensable des négociations.

*Une vérité qui dérange*

Devant un tel processus de validation, comment expliquer, dès lors, la permanence d’opinions climato-sceptiques ? Il y a d’abord une raison très prosaïque : comme l’ont bien montré Naomi Oreskes et Erik Conway[[1]](#footnote-1), les attaques contre la science du climat étaient largement téléguidées par les lobbies des énergies fossiles, qui avaient bien compris que le meilleur moyen de mettre en cause les politiques climatiques étaient de mettre en cause les faits scientifiques sur lesquels ces politiques s’appuyaient. Le président George W. Bush fut un instrument décisif de ces lobbies : en 2004, un mémo de sa campagne de ré-élection lui suggérait de faire du doute scientifique un élément central de son discours sur le changement climatique. Et l’on sait à quel point le doute est un puissant frein à l’action.

Une autre raison tient à la manière dont les vues climato-sceptiques étaient présentées dans les médias, souvent sur un pied d’égalité avec le consensus scientifique, comme s’il s’agissait de deux opinions équivalentes. Boycoff et Boycoff ont très bien montré, par exemple, comment la presse américaine a créé un biais artificiel par souci de présenter systématiquement deux opinions différentes, en reléguant les faits scientifiques au rang d’opinions[[2]](#footnote-2). De ce fait, le débat continuait à exister dans les médias et pour l’opinion, alors qu’il avait été tranché depuis longtemps dans la communauté scientifique : dans une méta-analyse qui fit date, l’historienne des sciences Naomi Oreskes avait passé au crible un peu moins de 1 000 articles scientifiques publiés entre 1993 et 2003, et conclut qu’aucun d’entre eux ne s’écartait du consensus scientifique sur la réalité anthropique du changement climatique[[3]](#footnote-3).

Il reste néanmoins un biais cognitif important, qui consiste à refuser d’admettre la réalité du changement climatique, ou à en minorer ses effets. La science du climat représente en effet une ‘vérité qui dérange’, selon l’expression consacrée, parce qu’elle amène la remise en cause de nos modes de production et de consommation, de nos choix énergétiques, des fondations même sur lesquelles reposent nos économies. Dès l’instant où se formait un consensus scientifique autour de la réalité du changement climatique s’imposait aussi la nécessité d’agir. Et le refus d’admettre cette nécessité peut conduire à voir le changement climatique comme une menace lointaine, ou même inexistante[[4]](#footnote-4).

*Incertitudes et désaccords*

Est-ce à dire que le consensus est désormais parfait, et qu’il faudrait traiter les thèses climato-sceptiques comme des scories vouées à disparaître avec le temps ? Certainement pas. D’abord parce qu’il subsiste encore d’importantes incertitudes sur de nombreux aspects du changement climatique : sur la vitesse de la fonte des glaces, les différences de hausse du niveau de la mer, ou encore l’impact du climat sur l’occurrence de conflits. Certains de ces débats s’éteindront naturellement avec le temps et le progrès de la science : chaque rapport du GIEC réduit ainsi les incertitudes qui entourent encore la science du climat.

D’autres, par contre, persisteront, parce qu’elles tiennent à des différences d’interprétation. Une grande partie de la science du climat repose sur des modèles informatiques, qui eux-mêmes élaborent différents scénarios. Certains de ces scénarios sont plus pessimistes que d’autres, et alimentent un imaginaire de l’effondrement, volontiers désigné comme la *collapsologie*. Mais ces scénarios ne représentent qu’une hypothèse parmi d’autres, que seul le temps permettra de vérifier. Et surtout, ces scénarios ne représentent qu’une partie de la science du climat, dont des pans entiers restent encore à explorer, et singulièrement dans la dimension humaine des impacts du changement climatique : les sciences humaines et sociales ont mis un certain temps, pour ne pas dire un temps certain, à s’emparer du climat comme objet de recherche. De nombreux pays ont mis sur pieds des centres de recherches interdisciplinaires, rassemblant sciences de la Terre et sciences humaines et sociales, autour des enjeux de l’Anthropocène, comme le climat ou la biodiversité. En France, ce type d’initiative continue à faire défaut en 2020.

Au-delà des controverses et incertitudes scientifiques, apparaissent aujourd’hui de nombreux désaccords politiques. Les mobilisations des jeunes en faveur du climat, à la suite des grèves initiées par Greta Thunberg, ont largement contribué à faire entrer le climat en démocratie. Le diagnostic est désormais largement partagé, de la gauche à la droite du spectre politique, et le changement climatique s’est imposé comme une préoccupation importante pour l’électorat. Mais c’est donc, logiquement, sur les choix à poser que se cristallisent les oppositions politiques. Nous sommes à un moment-charnière, où sur un diagnostic désormais largement partagé doivent se porter certains remèdes, qui restent à choisir. Et il est au fond logique, comme le rappelle le philosophe Pierre Charbonnier, que les questions écologiques nous divisent, parce que celles-ci peuvent porter un nouveau projet politique[[5]](#footnote-5). Si le climat n’est ni de gauche ni de droite, les solutions pour limiter le changement climatique sont différentes à gauche et à droite. La gauche, en particulier, est divisée entre ceux qui voudraient assumer un projet de décroissance, ou à défaut de sobriété, et ceux qui préfèrent miser sur le projet technologique pour rendre la baisse des émissions de gaz à effet de serre compatible avec une croissance économique soutenue. La question de la croissance économique est un profond marqueur de divisions pour la gauche, parce qu’elle impose de redéfinir la notion de progrès et ses indicateurs, qui est au cœur du logiciel de la gauche.

Nous sommes à une bifurcation : il est donc normal que s’expriment des désaccords politiques quant aux différentes options qui se présentent à nous. Loin de nous tracasser, ces désaccords doivent à mon avis nous rassurer quant au fait que le climat a désormais quitté le champ des problèmes techniques pour entrer de plain pied dans le débat démocratique. Et ces désaccords politiques soulignent aussi, en creux, qu’une étape importante a été franchie : la reconnaissance d’un consensus scientifique largement partagé, qui peut désormais constituer le socle d’un projet politique. Un projet politique qui reste à choisir, et qui restera source de débats et de polémiques pendant les prochaines années. C’est heureux, à condition que ces débats ne se prolongent pas, devant l’urgence à agir.

1. # Oreskes N. et Conway E. 2015. *Merchants of Doubt : How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming.* Bloomsbury.

   [↑](#footnote-ref-1)
2. Boycoff et Boycoff. 2004. Balance as bias: global warming and the US prestige press. *Global Environmental Change* 14: 125-136. [↑](#footnote-ref-2)
3. Oreskes, N. 2004. The Scientific Consensus on Climate Change. *Science*, *306*(5702), 1686. [↑](#footnote-ref-3)
4. Depoux A. 2020. “Health Communication of Climate Change” in Richardson L., Holmes D.,

   *Research Handbook on communicationg climate change*. Edward Elgar. [↑](#footnote-ref-4)
5. Charbonnier P. 2020. L’écologie ne nous rassemble pas, elle nous divise. *Le Monde*, 12 mai 2020. [↑](#footnote-ref-5)